



Toulouse le 16 décembre 2019

Monsieur le Recteur de l'Académie de Toulouse,  
Monsieur le Préfet de Haute-Garonne,

Les organisations syndicales CGT Educ'action 31, CNT 31, FNEC FP FO, SNES 31, SNUIPP 31, SUD Educ 31-65, UET, UNEF Toulouse Occitanie, UNSA et l'AG Éducation rappellent leur indignation face à l'arrestation violente, à la garde à vue prolongée et à la mise en examen d'un jeune lycéen du lycée Stéphane Hessel.

Elles ont également été informées de pressions administratives exercées par certains chefs d'établissement en direction de lycéen·nes mobilisé·es dans le cadre du mouvement social pour le retrait du plan Macron Delevoye sur les retraites.

Nos organisations syndicales et l'AG éducation dénoncent les pressions administratives et condamnent les violences policières mises en oeuvre à l'encontre des étudiant·es et des lycéen·nes.

Les jeunes seraient les premiers à pâtir de la réforme annoncée par le gouvernement.

Nos organisations syndicales affirment que l'expression des revendications est une liberté fondamentale qui ne saurait être remise en cause.

Nos organisations syndicales exigent que cessent toutes violences, pressions, à l'encontre des lycéen·es et étudiant·es, et nous vous demandons d'intervenir pour faire respecter le droit à l'expression des revendications et à la liberté de manifestation.